

MARSEILLE

Radiologie : pourquoi il sera quasi impossible de passer un scanner demain

À L'APPEL DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MÉDECINS RADILOGUES, LA GRÈVE SERA MASSIVE DEMAIN, EN RÉACTION À LA BAISSE UNILATÉRALE DES TARIFS DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (PLFSS).

⌚ 3 min • A.A.



La grève des radiologues sera très suivie demain en Paca comme dans le reste de la France.

L'activité de radiologie sera quasiment à l'arrêt partout dans la région et en France demain. Un mouvement de grève inédit à l'appel de la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) qui s'oppose à de "nouvelles baisses de tarifs imposées unilatéralement par la Caisse nationale d'assurance maladie, dans le protocole imagerie 2025-2027 de la Cnam et le PLFSS".

Le syndicat, qui représente plus de 4 000 radiologues libéraux, dénonce une décision à la fois "*brutale*" et "*économiquement dangereuse et médicalement irresponsable*". Depuis ce mercredi 5 novembre, l'application du décret publié le 14 octobre entraîne une baisse moyenne de 15 % des actes (scanner, IRM, échodoppler...).

"*Des mesures coercitives émaillées de messages désobligeants selon lesquels les radiologues ne seraient que des rentiers et pas des médecins ! Il y a un mépris pour notre profession alors que nous sommes au centre de la prise en charge des patients et des diagnostics*", déplore le radiologue Yvan Tallon, qui exerce à Marseille au sein des cliniques Bouchard et Chantecler et pour le groupe Rambot dont les trois cabinets à Aix, Saint-Cannat et Saint-Maximin-la-Sainte-Baume seront tous fermés ce lundi.

Concrètement, ces mesures auront des effets immédiats sur le quotidien des patients prévient la FNMR : allongement des délais d'accès aux examens, fermeture de cabinets en zones rurales et périurbaines, ralentissement de l'innovation technologique, fragilisation des dépistages de masse, moindre accès au diagnostic et au traitement des cancers et maladies chroniques.

"*On se bat pour maintenir une imagerie moderne et de qualité pour nos patients. Cela passe par des investissements énormes et des charges croissantes*, relève Yvan Tallon qui fera grève pour la première fois en trente ans de carrière. *Cette réforme ne nous permettra plus d'investir et de rester au haut niveau sachant que notre parc de scanners et d'IRM est l'un des plus faibles d'Europe, inférieur ou égal au Portugal par nombre d'habitants.*"

Pour Frédéric Cohen, c'est "*la fin de la radiologie de proximité*". Radiologue à l'Hôpital Européen à Marseille et associé dans deux cabinets à Aubagne et La Destrousse, il appelle au retour du dialogue et à une négociation.

"On sort d'Octobre rose, où l'on encourage au dépistage précoce du cancer du sein pour lequel l'Assurance maladie s'appuie sur les cabinets libéraux de radiologie et nous impose ces coupes, c'est incompréhensible, dit-il. Cela va grever nos capacités à rester à la pointe de l'innovation. Jusqu'à présent, on renouvelait nos machines tous les 5 à 7 ans, là, on nous demande de les garder 10 à 15 ans !" Lui aussi sera en grève pour la première fois lundi.

Les radiologues rappellent qu'ils ont déjà dû faire face à "*plus de 1,5 milliard d'euros de baisses tarifaires depuis dix ans*" et qu'ils réalisent "*80 millions d'actes par an*".

Ce nouveau coup de rabot, visant à économiser 300 millions d'euros sur trois ans, est celui de trop. Sachant que depuis des années, ils avancent des alternatives : pas d'imagerie en première intention pour les lombalgie communes, usage raisonné des radios thoraciques ou abdominales, développement de la radiologie interventionnelle et de l'IA, etc...

Deux jours avant le vote du PLFSS 2026 à l'Assemblée, la journée s'annonce historique pour la profession.

Tous les patients ont été prévenus et les rendez-vous reportés, seuls les examens d'urgence seront assurés.